

fait le 10.1.61  
94 PI  
acc. ric et rem, sup  
PI

an	94	PI							
Datum	9.1.	10 I							10 I
Visa	0.	0.							0.
EPDN - 9. Jan. 1961									
Ref. A. A. 21. 71. Belgrad.									



AMBASSADE DE SUISSE

Lettre politique (no 22)

Belgrade, le 28 décembre 1960

Monsieur le Ministre Robert K o h l i  
Secrétaire général du Département  
politique fédéral

B e r n e

Après la réunion pan-communiste à Moscou.  
Relations albanos-soviétiques.

Monsieur le Ministre,

Je viens d'avoir l'occasion de discuter du récent Concile de Moscou avec un membre de la section politique de l'Ambassade d'URSS à Belgrade. Interrogé sur la signification réelle de la longue déclaration qui en est issue, le diplomate soviétique a reconnu franchement que ce texte présentait un caractère ésotérique (littéralement: était destiné aux praticiens spécialistes du marxisme - léninisme), c'est-à-dire qu'il était sujet à interprétation. D'autre part, il a ajouté que la déclaration était le résultat d'un compromis. "Entre qui?" - "Entre les Albanais et nous!" C'était là à peine une boutade. Car au cours de l'entretien, il devait être souvent question de l'Albanie. C'est ainsi, qu'à en croire le diplomate soviétique, les représentants albanais à Moscou n'auraient souscrit à la déclaration finale que du bout des lèvres et peut-être avec



- 2 -

arrière-pensées. A une question, mon interlocuteur m'a répondu catégoriquement que les récents propos de M. Walter Ulbricht exprimaient pleinement l'opinion du Kremlin et qu'ils constituaient dès lors un sérieux coup de semonce envers Tirana. "D'ailleurs," continua le diplomate soviétique, "si les Albanais n'appliquaient pas les principes fixés à Moscou, touchant les grands problèmes idéologiques et politiques de l'heure, nous leur ferions publiquement connaître notre manière de voir".

Dans tous les propos du représentant d'URSS, homme de tempérament ordinairement placide, on décelait une espèce de sourde irritation. Comme il n'est pas dans les habitudes des diplomates soviétiques de faire des confidences gratuites, il me semble qu'il faille considérer les propos en question comme répondant à un plan concerté. Moscou s'apprête-t-elle à prendre ses distances, sinon à l'égard de l'Albanie, qui lui est nécessaire pour d'évidentes raisons stratégiques, du moins envers les dirigeants actuels de Tirana? A ce sujet je vous rappellerai, pour mémoire, les propos empreints de sévérité que l'Ambassadeur d'URSS, M. Ivan Zamčevskij, avait tenu à M. l'Ambassadeur Ganz, lors de sa visite d'adieu (propos qui vous ont été rapportés dans une récente lettre politique).

D'autre part, je viens d'apprendre de source grecque que la position d'Enver Hodja serait devenue singulièrement difficile et qu'il aurait à faire face à des tiraillements intérieurs. De plus, toujours selon la même source grecque, Moscou aurait déjà entrepris certaines pressions économiques sur l'Albanie, dont l'effet commencerait à se faire durement sentir à l'intérieur du pays.

Si l'on compare cependant les forces en présence, on ne peut être que frappé de la flagrante disproportion qui

- 3 -

existe entre l'énorme URSS, flanquée de tous ses alliés et clients, et la maigre Albanie, excentrique, totalement isolée des autres membres du bloc socialiste. Pourquoi dès lors tout ce branle-bas de combat contre un si dérisoire adversaire? Ne serait-ce pas parce qu'à travers lui une autre puissance, autrement redoutable, est en fait visée? De même qu'on a pu prétendre, non sans fondements, que lorsque Mao attaque Tito, c'est à Khrouchtchev qu'il pense, aussi se peut-il fort bien qu'en stigmatisant aujourd'hui Tirana, c'est à l'influence chinoise que Moscou s'en prend et aux thèses maximalistes dont, seuls en Europe, les dirigeants albanais se sont fait les adeptes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE :  
p.o.

*F. de Bied*